

DE L'ARGENT POUR L'HÔPITAL PAS POUR LE CAPITAL : GARDONS LE SERVICE PUBLIC HOSPITALIER DE PROXIMITÉ A TARBES ET A LOURDES

Et si on n'avait pas eu les hôpitaux publics et la Sécurité sociale, même sapés par des décennies d'austérité, en ces temps de grave épidémie ? On peut imaginer combien les dégâts seraient encore beaucoup plus importants. Dans le même temps si nous avons renforcé la protection sociale au lieu de l'amenuiser en permanence et si nous avons donné les moyens nécessaires au Service Public hospitalier de proximité au lieu de tenter, avec acharnement, de le détruire, les dégâts de l'épidémie seraient, à n'en pas douter, bien moindre. Cette période difficile et douloureuse nous met face à ces évidences.

C'est pour cette raison que nous ne lâcherons pas le combat pour avoir dans notre département quatre hôpitaux de proximité de haut niveau pour une réponse maximale aux besoins en soin de notre population. A l'avenir nos hôpitaux doivent aussi développer, beaucoup plus, en coopération avec la médecine générale, une politique de prévention systématique afin de limiter le nombre de personnes atteintes de maladies incurables et les épidémies.

Pour cela il faut donner les moyens « coûte que coûte » aux hôpitaux et développer un grand service public de santé, de la naissance à la fin de vie. Cela suppose des choix politiques et en premier lieu bannir toute démarche de privatisation, donc de marchandisation, de la santé. C'est notre vision pour un avenir où chacune, chacun, puisse se soigner avec efficacité et dignité.

La crise épidémique actuelle a révélé au « grand public » la capacité de dévouement des personnels soignants et médicaux pour accomplir leur mission, mais aussi le manque de moyens cruciaux auquel elles et ils sont confrontés. Le Président de la République a promis le 13 mars « un plan d'investissement et de revalorisation des carrières » pour l'hôpital, mais, « en même temps », il avait commandé à la Caisse des Dépôts et Consignation un rapport qui préconise de favoriser le secteur de la santé privée...

Le PCF propose, lui, de créer immédiatement 100000 emplois dans les hôpitaux et la titularisation de tous les contractuels. Il faut créer aussi 100000 emplois dans les EHPAD pour aller en 3 ans vers 1 salarié pour 1 résident, soit 300000 postes à créer en 3 ans. Il faut augmenter les salaires des personnels sur la base de 300 euros net à l'indice moyen.

Ici en Bigorre, l'heure est à la mobilisation de la population pour empêcher la suppression des hôpitaux de Tarbes et de Lourdes qui aurait pour conséquence le renforcement du pôle de santé privée sur notre territoire, **Il faut, plutôt, rejeter le projet d'hôpital unique entre Tarbes et Lourdes et renforcer l'activité et le rayonnement des quatre hôpitaux publics des Hautes Pyrénées.** Pour l'hôpital de Tarbes, il faut arrêter de tergiverser et prendre rapidement la décision soit de rénover l'hôpital de la Gespe, soit d'en construire un nouveau à Tarbes ou la proche banlieue et non pas à Lanne, à 10 km.

Cela se justifie sur un plan sanitaire, environnemental et aussi social. Par exemple, à Tarbes, 25 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et avec le confinement cette situation s'est sans doute, aggravée. Comment toutes ces personnes feraient alors pour accéder aux soins, sans hôpital public dans leur ville ? Sans parler de nombre de personnes âgées qui ne conduisent pas ou plus. Un hôpital public à dix kilomètres de Tarbes et Lourdes ne ferait que rajouter des complications à celles et ceux qui n'ont déjà plus rien ou presque.

***Une société solidaire passe par des hôpitaux publics de proximité de qualité.
Alors, cessons de les supprimer !***

Parti Communiste Français des Hautes Pyrénées.

